



ASSEMBLEE GENERALE MIXTE – 13 JUIN 2014

v **ltalia**

OPÉRATEUR INTÉGRÉ MULTI-FILIÈRES DES ÉNERGIES RENOUVELABLES



Présidente du Conseil d'administration



Administrateur et fondateur



Directeur Général



Directrice Administration et Finance

1. Introduction
2. Faits marquants et comptes 2013
3. Stratégie et projet d'entreprise : Cap sur le changement de dimension
4. Rapport du CAC : Questions et réponses
5. Vote des résolutions





Centrale hydraulique de Mana, Guyane française

1 | Introduction

La création de comités spécialisés

▪ Comité d'audit

Mission : Le comité d'audit est chargé notamment :

- du suivi du processus d'élaboration de l'information financière
- du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.
- du suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes

▪ Comité des nominations et des rémunérations

Mission : Le comité des nominations et des rémunérations est chargé notamment :

- des recommandations sur la composition du Conseil d'administration et de ses comités,
- d'établir un plan de succession des dirigeants de la Société
- de formuler des recommandations en ce qui concerne tous les éléments de rémunérations (yc. actions gratuites, options,...) des dirigeants et des administrateurs

▪ Comité exécutif

Mission : Regroupant le directeur général et les 6 directeurs pays et opérationnels du groupe, le comité exécutif se réunit une fois par semaine pour traiter tous les sujets opérationnels de la société

Conseil d'Administration

▪ Laurence Mulliez : Présidente du Conseil d'Administration

Ex. Amoco puis BP notamment aux USA (stratégie, M&A, patronne de BU dans la chimie, le gaz, les ENR et les lubrifiants industriels) et ex dirigeante d'Eoxis (ENR)

▪ Bertrand de Talhouët : Administrateur

Directeur Général de Creadev

▪ André-Paul Leclercq : Administrateur

Directeur de développement Auchan pour les pays de l'Est Européen

▪ Robert Dardanne : Administrateur

Fondateur et ancien Président de Volta

▪ Philippe Joubert : Administrateur indépendant

Représentant The Green Option. Franco-brésilien, ex Alstom comme directeur Brésil puis président d'Alstom Power monde puis Deputy CEO. Senior Advisor auprès du World Business Council on Sustainable Development et Executive Chair du Global Electricity Initiative auprès du Conseil Mondial de l'Energie

Une gouvernance
garante du contrôle des investissements



Produire de l'électricité pour compte propre à partir d'énergies renouvelables (ENR)

Développeur
producteur

4 filières
énergétiques

Présence et équipes
internationales

Au 31.12.2013

Puissance installée ⁽¹⁾ : 52,2 MW

CA : 18,6 M€, +38%

EBITDA : 5,3 M€, marge EBITDA : 29%

Capitaux Propres : 67,4 M€

Trésorerie : 30,7 M€

Puissance en construction : 311 MW

(1) Centrales en production

4 énergies



Éolien



Solaire photovoltaïque



Biomasse



Hydraulique



Parc éolien La Faye Énergies

Charentes, France métropolitaine

12 MW

Opérationnel depuis 2010



Centrale hydraulique de Mana

Guyane française

4,5 MW

Opérationnelle depuis 2011



Parc solaire du Castellet

Var, France métropolitaine

4,5 MW

Opérationnel depuis 2013



Centrale biomasse de Kourou

Guyane française

1,7 MW

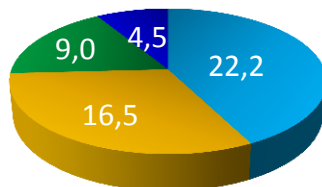
Opérationnelle depuis 2009

52,2 MW de puissance installée à fin 2013

13 centrales

Répartition de la puissance installée par filière (en MW)

- Éolien
- Solaire
- Biomasse
- Hydraulique

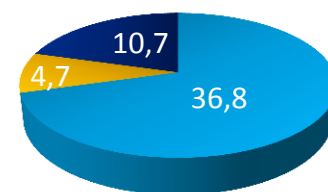




4 régions

Répartition de la puissance installée par région (en MW)

- France métro.
- Grèce
- Guyane française
- Brésil



→ TOP 7 des développeurs solaires en France

sur les appels d'offres publics mis en place depuis 2011
36,3 MW remportés

→ TOP 5 des développeurs éoliens au Brésil

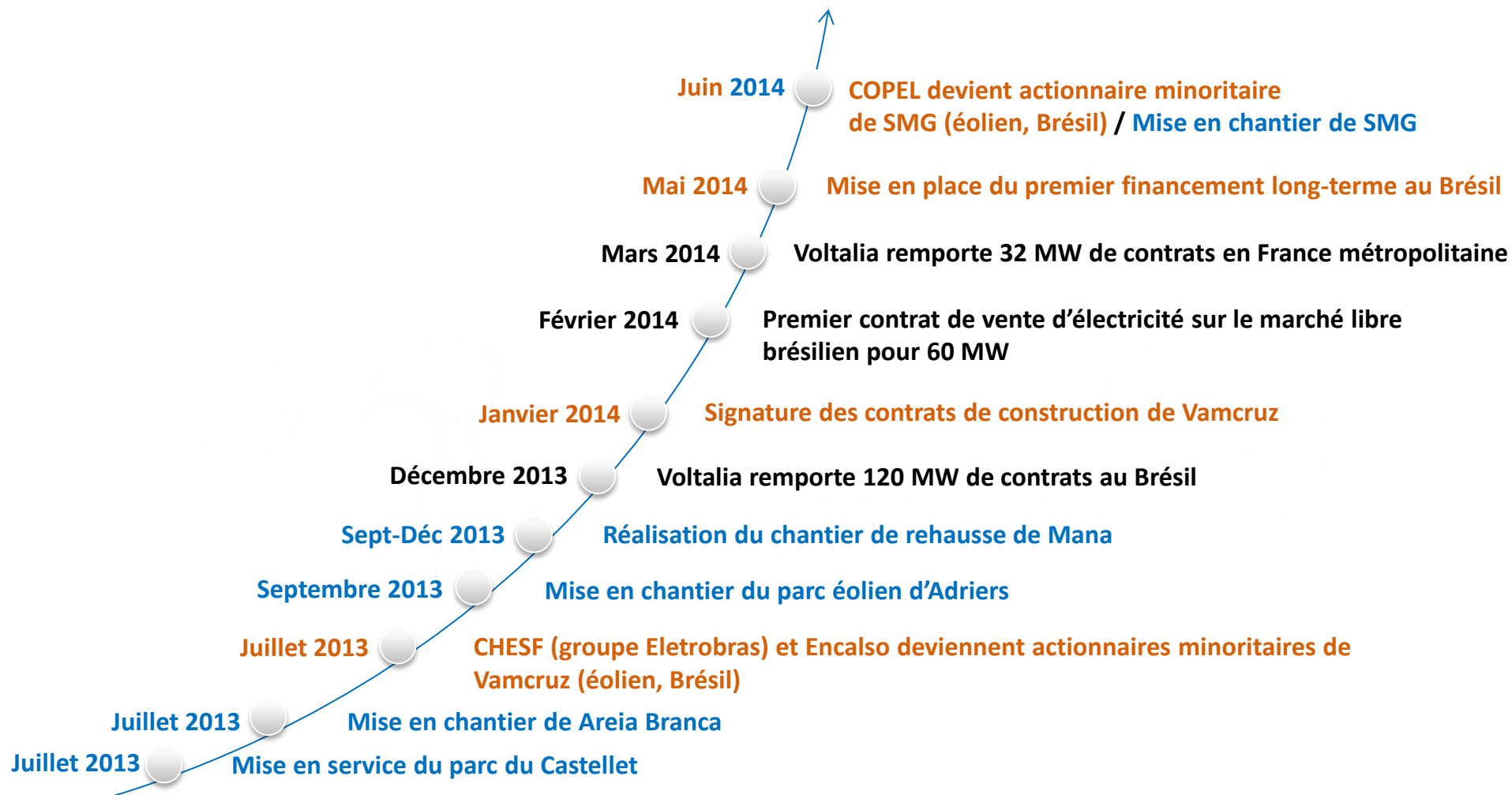
sur les appels d'offres publics mis en place depuis 2009
440 MW remportés

→ 1^{er} opérateur privé en Guyane française

10,7 MW installés



2 | Faits marquants et comptes 2013

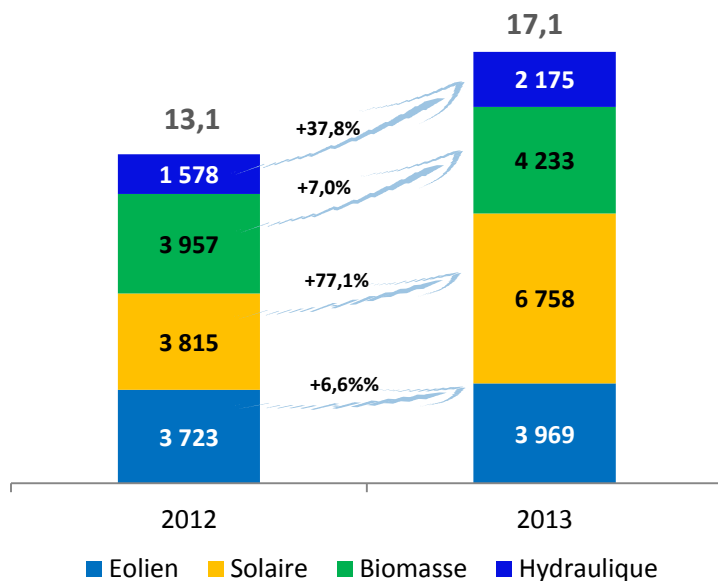


(en milliers d'euros – IFRS)	31/12/2013	31/12/2012	Variation
Vente d'énergie	17 135	13 074	+31,1%
Produits des activités de développement	1 452	407	+257%
Chiffre d'affaires total consolidé	18 587	13 481	+37,9%
Autres produits d'activité	54	121	-55,4%
Charges opérationnelles courantes et non courantes ¹	(13 319)	(15 572)	-14,5%
EBITDA	5 322	(1 970)	n.a.
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(7 799)	(6 442)	+21,1%
Résultat opérationnel	(2 477)	(8 412)	-70,6%
dont Résultat opérationnel courant	214	(850)	n.a.
Coût de l'endettement financier net	(2 307)	(4 084)	-43,5%
Résultat avant impôt	(4 784)	(12 496)	-61,7%
Impôts sur les résultats	(970)	(1 283)	-24,4%
Résultat net consolidé	(5 664)	(13 823)	-59,0%
Résultat net part du groupe	(5 466)	(13 520)	-59,6%

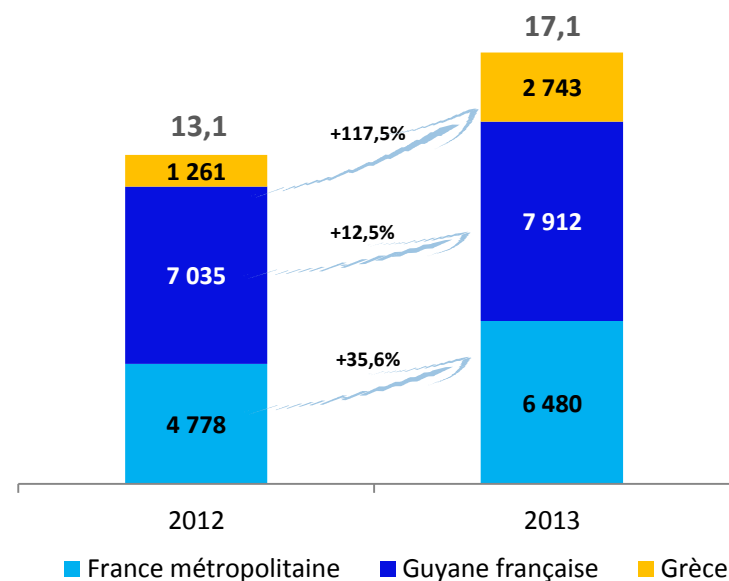
¹ Hors dotations aux amortissements et provisions

Une croissance multi-filières, multi-pays

Chiffre d'affaires Énergie par filière
(En M€, au 31.12.2013)



Chiffre d'affaires Énergie par zone géographique
(En M€, au 31.12.2013)



Vente d'énergie : 17,1 M€ | +31,1 %

Meilleure performance opérationnelle :

→ +12,9% de production à parc constant

Mises en service de nouvelles centrales

Effet année pleine des centrales mises en service en 2012

+ Activité de développement : 1,5 M€

dont cession des droits des centrales de Grandchamp et de Cernay

= Chiffre d'affaires total 2013

18,6 M€ | +37,8 %

Charges opérationnelles

- Evolution du poste des achats et charges externes :
 - coûts historiques liés à la cession des parcs de Cernay et Granchamp sur l'exercice 2013,
 - charges liées aux centrales en exploitation (maintenance, arrêts techniques, achats de biomasse) dont l'évolution est à mettre en regard avec le nombre croissant des centrales en exploitation
- Autres produits d'exploitation tenant compte de la reprise de la provision pour gros entretien et réparations pour 449 milliers d'euros en 2013 (produit opérationnel non récurrent)
- Autres produits et charges opérationnels non-courants reflétant les éléments liés au contentieux avec l'administration fiscale définitivement éteint en décembre 2013

EBITDA positif à 5,3 millions d'euros

Dotations aux amortissements et provisions

- Dotations aux amortissements des centrales en exploitation pour 4,8 millions d'euros, tenant compte de l'allongement de la durée d'amortissement des actifs
- Provisions pour dépréciation pour 3,6 millions d'euros : Intègrent une provision de 1,5 millions pour risque et les dotations aux provisions pour gros entretien et pour démantèlement des centrales

Résultat financier

- Diminution de l'effet de change, les investissements brésiliens étant désormais caractérisés long-terme (construction des centrales)
- Produits des placements en devise brésilienne
- Légère baisse de la charge d'intérêt brute suite au remboursement de l'avance d'actionnaire mi-2012

Impôts

- Charge d'impôt correspondant principalement aux impôts différés générés par le montage Girardin en Guyane

Résultat net en forte amélioration : perte divisée par 2,5

Marge brute d'autofinancement

- Détérioration par rapport à 2012 (MBA positive de 5,4 millions d'euros) : Entièrement expliqué par le règlement du différend fiscal, provisionné majoritairement en 2012 et liquidé en 2013
- Hors coût global du différend fiscal : MBA 2013 positive à 6,5 millions d'euros

(en milliers d'euros – IFRS)	31/12/2013	31/12/2012	Variation
Capitaux propres part du groupe	67 405	76 405	-11,8%
Intérêts minoritaires	8 093	(1 067)	n.a.
Autres passifs non courants	65 969	61 520	+7,2%
Passifs courants	60 136	28 601	+110,3%
Actifs immobilisés	157 797	104 559	+50,9%
Actifs courants hors trésorerie nette	13 084	21 751	-39,8%
Trésorerie nette	30 721	39 150	-21,5%
TOTAL BILAN	201 602	165 459	+21,8%

Post-clôture : emprunt d'env. 100 M€
avec BNDES au Brésil (parc d'Areia Branca)

Actif

- Hausse des actifs immobilisés : nouvelles constructions de parcs éoliens au Brésil et des centrales solaires en France
- Baisse des actifs courants hors trésorerie : remboursement de son investissement par un partenaire financier en Grèce pour 7,1 millions d'euros
- Trésorerie nette en baisse au vu des injections en fonds propres nécessaires pour les constructions

Capitaux propres

- Apports en capital de minoritaires pour 8 millions sur la centrale Vamcruz au Brésil

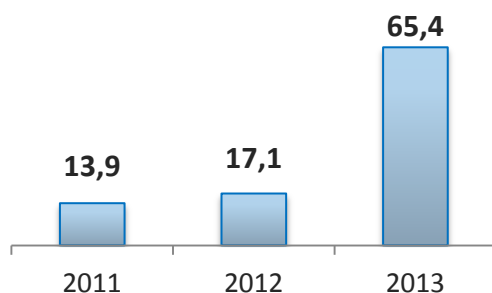
Passif

- Reprise nette des provisions pour risques pour 5 millions d'euros
- Augmentation du montant net global des emprunts (+37,4 millions d'euros)

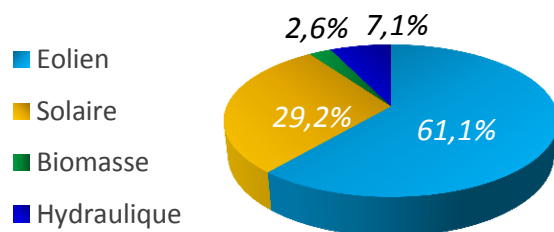
96,4 M€ d'actifs investis entre 2011 et 2013

x 4

Évolution des investissements
(incorporels et corporels) entre 2011 et 2013
en M€

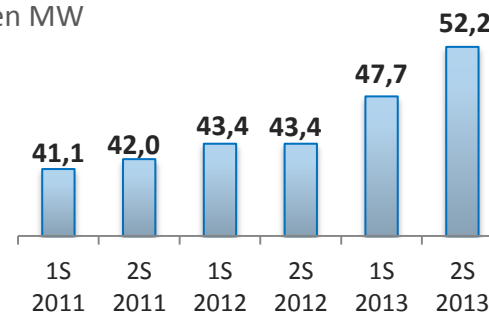


Répartition des investissements
(incorporels et corporels) par filière, hors holding
En % du cumul 2011-2013



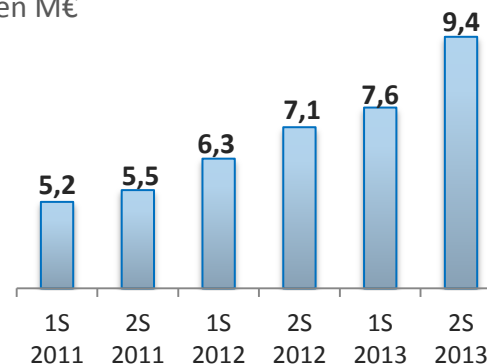
Progression des capacités de production

Évolution de la puissance installée fin de période
en MW



Accélération des ventes

Évolution semestrielle des ventes d'énergie
en M€





Chantier de la centrale éolienne d'Areia Branca (Brésil)

3 | Stratégie et projet d'entreprise

Cap sur le changement de dimension

De solides drivers
de marché au
niveau mondial

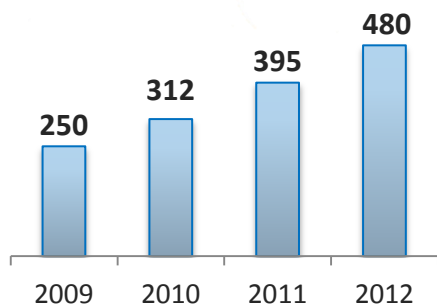
Une puissante dynamique :

- Croissance de la consommation mondiale d'électricité
- Épuisement / renchérissement des énergies fossiles et nucléaire
- Indépendance énergétique
- Politiques de lutte contre le réchauffement climatique

+18% (CAGR 2009 - 2012)

Évolution de la capacité installée ENR
mondiale entre 2009 et 2012

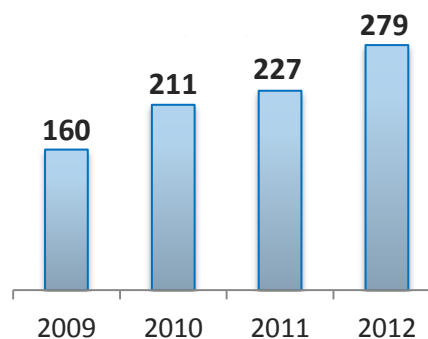
en GW, hors hydraulique



+15% (CAGR 2009 - 2012)

Évolution des investissements annuels mondiaux
dans les ENR entre 2009 et 2012

en Mds USD

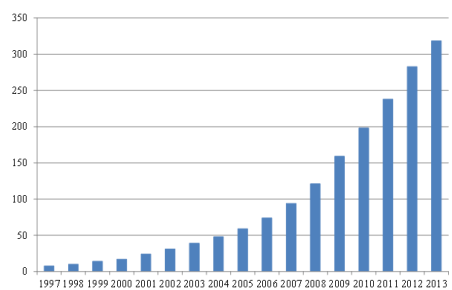


Sources : REN21, Renewables 2011 et 2013 – Global Status Report

Focus sur l'éolien : une dynamique mondiale

+18% (CAGR 2009 - 2013)

Évolution de la capacité installée éolienne **mondiale** en GW



Source : REN21, Renewables 2013 – Global Status Report

+16% (CAGR 2009- 2013)

Évolution de la puissance installée en **France métropolitaine**

Puissance installée fin 2013 : 8,2 GW

Objectif 2020 : 19 GW

+54% (CAGR 2009- 2013)

Évolution de la puissance installée au **Brésil**

Puissance installée fin 2013 : 3,5 GW

11,8 GW attribués entre 2009 et 2012

Objectif 2022 : un minimum de 17 GW

Sources : The Wind Power, ABEEolica, Empresa de Pesquisa Energetica

319 GW → 640 GW (x2,1)

Évolution prévue de la puissance installée mondiale 2013 - 2020

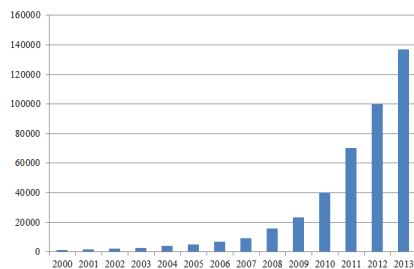
- > Forte dynamique de développement
- > Décollage accéléré du Brésil
- > Importants progrès technologiques

Source : Emerging Energy Research (Global Renewable Power Generation forecasts 2009-2010, Emerging Energy Research, juillet 2009),

Focus sur le solaire : une accélération récente

+56% (CAGR 2009- 2013)

Évolution de la capacité installée
solaire **mondiale**
en MW



Source : EPIA (European Photovoltaic Industry Association)

+119% (CAGR 2009- 2013)

Évolution de la puissance installée en France (**métro. + Guyane française**)

Puissance installée fin 2013 : 4,3 GW

Objectif 2020 : 5,4 GW

+118% (CAGR 2009- 2013)

Évolution de la puissance installée en **Grèce**

Puissance installée fin 2013 : 2,6 GW (+38% vs 2012)

Objectif 2050 : 10 GW

Sources : Panorama des Energies Renouvelables, 2013; EPIA

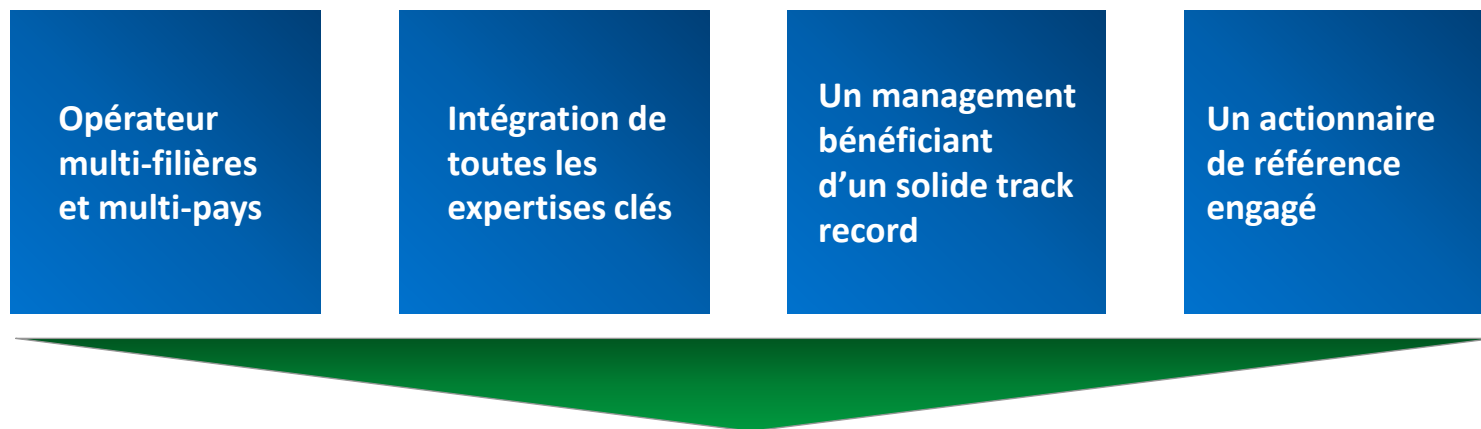
137 GW → 288 GW (x2,1)

Évolution prévue de la puissance installée mondiale
2013 – 2017

- > Marché à la croissance la plus rapide
- > Progrès technologiques accélérés
- > France en phase de rattrapage

Source : EPIA (European Photovoltaic Industry Association)





Des fondamentaux différenciants pour une double liberté de choix

→ **Développements stratégiques**

Concentration sur les marchés à plus fort potentiel de développement et de rentabilité

→ **Arbitrages tactiques**

Capacité à arbitrer à la marge, en fin de développement, entre détention long-terme ou cession de tout ou partie d'un projet

ZONES	SEGMENTS PRIORITAIRES	RÉALISATIONS	POSITIONS
FRANCE métropolitaine	Solaire et éolien : croissance et visibilité	4 centrales en production ¹ 2 centrales en construction	Voltalia 7 ^e plus important bénéficiaires des appels d'offres solaires depuis 2012
GRÈCE	Solaire : forte croissance malgré la crise	Plusieurs petites centrales en production	Voltalia n'a construit qu'une partie de ses centrales autorisées afin de limiter la contribution de la Grèce à son activité
GUYANE française	Hydraulique, biomasse et solaire : énergies les moins chères en Guyane, en croissance durable	3 centrales en production	Voltalia, 1 ^{er} producteur privé d'électricité en Guyane

(1) Plus 1 centrale biomasse en production

Focus sur le Brésil

BRÉSIL

Eolien :
une des énergies les moins
chères du monde (vents Alizés),
en pleine expansion

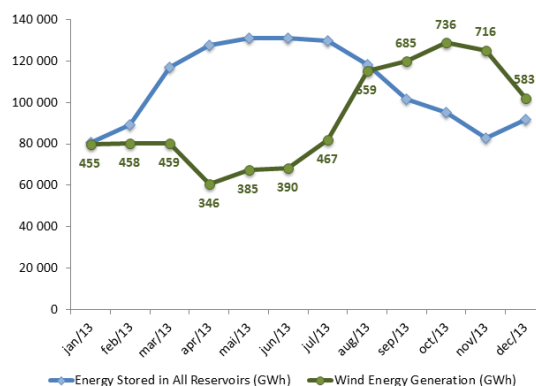
11 centrales au total en
construction regroupées
en 3 clusters

Vitalia, 5^e plus important
bénéficiaire des appels d'offres
éoliens depuis leur origine en
2009

Les drivers du marché de l'éolien brésilien

- Croissance de la demande électrique typique des BRICS
- Plus de 80% de la capacité = énergie renouvelable grâce à l'hydroélectricité en Amazonie
- Rareté des nouveaux sites de grande hydro et amplification de la saisonnalité de la production hydro
- Exceptionnelle compétitivité du prix de l'éolien (40 €/MWh¹) plus complémentarité saisonnière

Évolution comparée de la production électrique verte au Brésil, en 2013 ⁽²⁾
en GWh, énergie **hydraulique** vs énergie **éolienne**



Éolien au Brésil : l'énergie la plus pertinente et la plus économique

- (1) Moyenne des prix des appels d'offres éoliens 2009 -2014 = 131 reals brésiliens par MWh (source ANEEL)
(2) Source ABEolica / ONS

1^{ère} phase | 2 à 8 ans

Développement

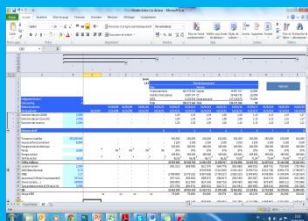
Conception



- Recherche, négociation et sécurisation foncière
- Obtention des permis et des contrats de vente d'électricité
- Etude des ressources naturelles
- Conception des centrales

Construction

Financement



- Montage juridique, financier et fiscal
- Structuration de financement
- Levée de dette bancaire en financement de projet

Maîtrise d'ouvrage



- Négociation des contrats clé-en-main
- Optimisation des coûts lot par lot (électrique, génie civil...)
- Suivi des chantiers de construction

Remporter les appels d'offre

Optimiser les conditions financières

Maîtriser les coûts et les délais

2^{ème} phase | 15 à 40 ans

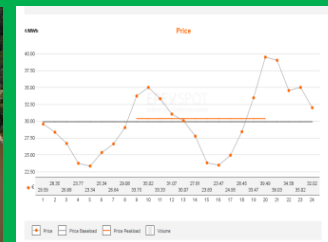
Production

Exploitation / maintenance



- Conduite d'exploitation des centrales (SCADA...)
- Gestion de la maintenance préventive et curative
- Gestion des contrats de maintenance déléguée

Vente d'énergie



- Vente d'électricité à des opérateurs nationaux avec des contrats long-terme : 15 à 25 ans
- Possibilité de contrats directs avec les grands consommateurs: exemple du contrat au Brésil annoncé en janvier 2014

Générer des économies d'échelle

Capter la valeur à long terme

1

**Achever
le plan de construction
des centrales**

> Porter la puissance
installée à 363 MW d'ici
fin 2016

2

**Engager
de nouveaux projets**

> Accroître la puissance
installée au-delà de 2016

1

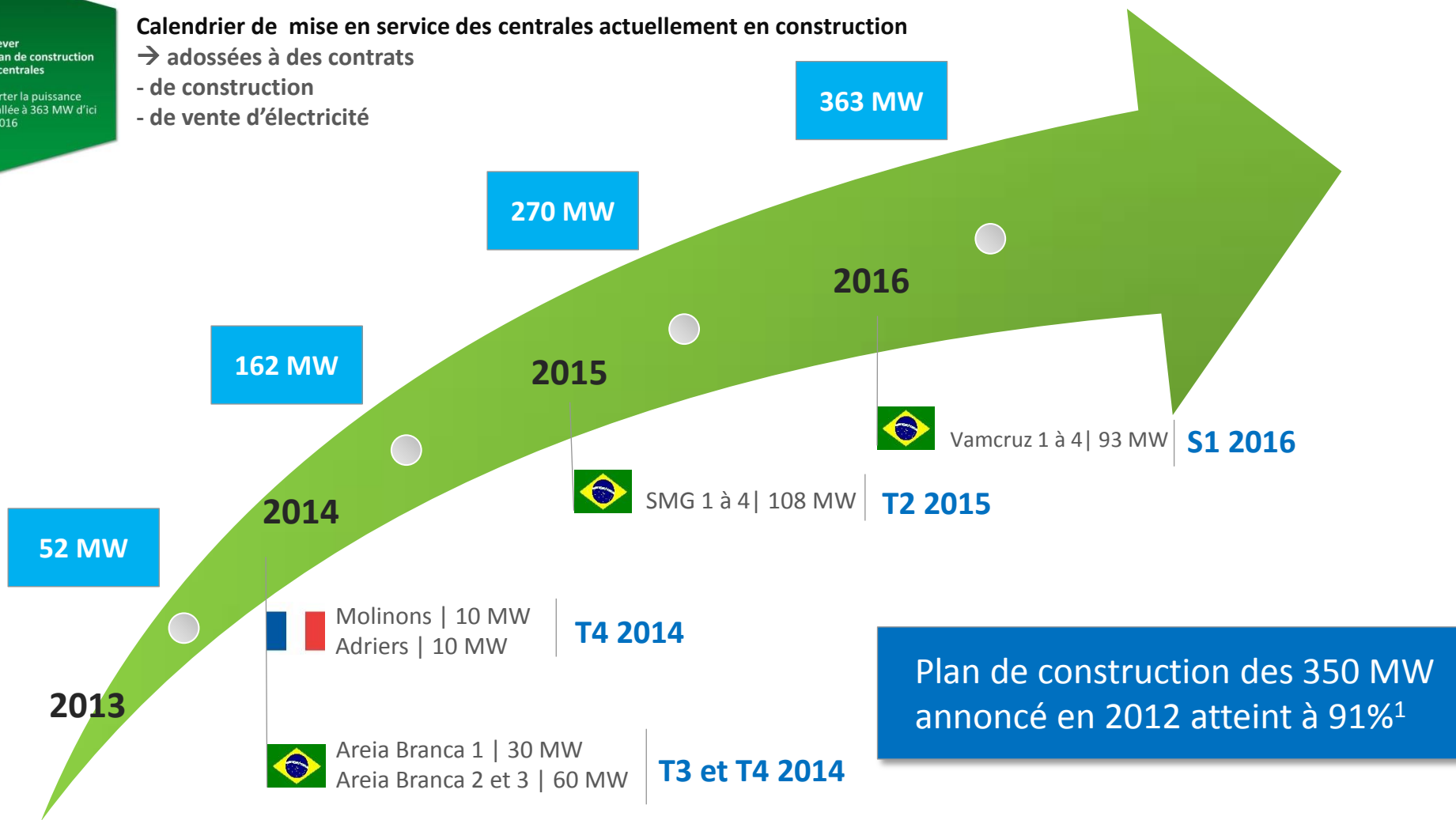
Achever
le plan de construction
des centrales

> Porter la puissance
installée à 363 MW d'ici
fin 2016

Calendrier de mise en service des centrales actuellement en construction

→ adossées à des contrats

- de construction
- de vente d'électricité



Plan de construction des 350 MW
annoncé en 2012 atteint à 91%¹

¹ hors 14,5 MW cédés à des tiers, en 2013, prêts à construire

2

Engager
de nouveaux projets

> Accroître la puissance
installée au-delà de 2016



Centrale solaire de Montmayon (France)

Demain

Ambition 2025 : 1 GW de puissance installée

**FRANCE
métropolitaine**

Priorité sur le solaire
et l'éolien

Construire les 31,8 MW remportés
en mars 2014

BRÉSIL

Priorité sur l'éolien, énergie
compétitive en forte croissance

Construire, éventuellement avec des partenaires,
Vila Para (90 MW) et Vila Amazonas (30 MW)
remportés en décembre 2013

**GUYANE
française**

Capitaliser sur la position de
1^{er} opérateur privé dans l'ENR

Développements avancés sur l'hydraulique et la
biomasse

De nouveaux projets, une vision
Entrepreneur du développement durable



Centrale solaire du Castellet, France métropolitaine

4 | Rapport des CAC

Questions et réponses





Centrale éolienne d'Areia Branca, Brésil

5 | Vote des résolutions

Première résolution

| *Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013*

Deuxième résolution

| *Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013*

Troisième résolution

Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de l'exercice écoulé

Quatrième résolution

| *Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2013*

Cinquième résolution

Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Sixième résolution

Nomination d'un second commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant

Septième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration de procéder au rachat d'actions de la Société

Huitième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Robert Dardanne

Dixième résolution

Nomination d'un nouvel Administrateur

Onzième résolution

*Réduction de la durée du mandat des administrateurs de 6 à 4 ans –
Modification corrélative des statuts*

Douzième résolution

Regroupement des actions de la Société par attribution d'une action nouvelle de 5,70 euros de nominal contre 10 actions de 0,57 euro de nominal détenues

Treizième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription

Quatorzième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre au public

Quinzième résolution

Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Actionnaires, par une offre à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (placement privé)

Seizième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une première catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

Dix-septième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Actionnaires au profit d'une deuxième catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées

Dix-huitième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le montant de chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidées en vertu des treizième à dix-septième résolutions ci-dessus

Dix-neuvième résolution

| *Plafonnement du montant global des délégations consenties*

Vingtième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres

Vingt-et-unième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société

Vingt-deuxième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre

Vingt-troisième résolution

Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions au profit (i) de membres et censeurs du Conseil d'Administration de la Société en fonction à la date d'attribution des bons n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales ou (ii) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou à l'une de ses filiales ou (iii) de membres de tout comité que le conseil d'administration viendrait à mettre en place n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales

Vingt-quatrième résolution

Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) ou des bons de souscription d'actions – suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la catégorie de bénéficiaires suivante : salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales

Vingt-cinquième résolution

Limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des vingt-et-unième à vingt-quatrième résolutions ci-dessus

Vingt-sixième résolution

*Suppression de l'obligation de déclaration de franchissement de seuils
statutaire – Modification corrélative de l'article 8 des statuts*

Vingt-septième résolution

Délégation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L.3332-1 et suivants du code du travail